

Convention collective

IDCC : 2266 | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Mayenne)

(11 janvier 1993)

(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)

(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,

Journal officiel du 23 juin 2004)

Accord du 11 mars 2022

à l'avenant «A» relatif à la modification de l'annexe « Salaires A.2 – 23 »
(Mayenne)

NOR : ASET2251164M

IDCC : 2266

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Mayenne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

CFTC Métal ;

CFDT Métal ;

UD FO,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14-I de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

Article 1^{er} | Rémunérations minimales hiérarchiques

À compter du 1^{er} juillet 2022 pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A-16), et aux indemnités de paniers et de casse-croûte (A-20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à : 5,10 euros

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Article 2 | Rémunérations minimales annuelles garanties

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A-14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées à compter de l'année 2022, selon le barème suivant :

Base 35 heures			
Niveau	Échelon	Coefficient	Rémunération
I	1	140	19 250 €
	2	145	19 300 €
	3	155	19 340 €
II	1	170	19 500 €
	2	180	19 650 €
	3	190	19 750 €
III	1	215	20 000 €
	2	225	20 300 €
	3	240	20 700 €
IV	1	255	21 400 €
	2	270	22 300 €
	3	285	23 300 €
V	1	305	24 800 €
	2	335	26 800 €
	3	365	28 800 €
	4	395	31 000 €

Article 3 | Entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 4 | Publicité de l'accord

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 11 mars 2022.

(Suivent les signatures.)